



Par Michel Rouger

L'ancien président du tribunal de commerce de Paris, qui anime l'association Présaje, analyse les causes du coup de froid actuel entre l'État et les banquiers.

Les raisons du divorce entre le pouvoir et la banque

Les relations entre les banques et les pouvoirs d'État se sont profondément dégradées dans les démocraties occidentales. Il faut porter une attention extrême à cette situation et la traiter autrement que par des imprécations répétées en boucle. Si le conflit devait durer, le pire serait à craindre pour les communautés humaines les plus fragiles.

Dans notre village gaulois, le désamour tourne à la bruyante scène de ménage. Pour faire cesser le tapage, en limiter les conséquences, le pouvoir, sans doute inspiré par la chanson de Trenet – débit de l'eau, débit de lait –, a nommé le plus titré de nos experts-comptables pour s'assurer du bon débit du bon crédit. Celui-ci s'est mis au travail avec son efficacité sourdante.

Aura-t-il le temps de traiter les causes du malaise après avoir rabîoché les fâchés ? Ce n'est pas évident tant le mal est

enkysté, aussi bien dans l'opinion publique – dont le pouvoir doit tenir compte – que chez l'épargnant qui confie

« Dans notre village gaulois, le désamour tourne à la bruyante scène de ménage. (...) »

Il est urgent d'empêcher que les choses dégèrent à force de suspicion et d'invective »

à la banque les économistes dont le même pouvoir a besoin pour accomplir son devoir à l'égard de la nation.

Que se reprochent mutuellement les uns et les

autres ? Vu du côté du pouvoir, la banque, après des aventures critiquables, jouerait « solitaire » quand il faudrait agir « solidaire ». Elle est sommée de se mettre au service de la nation sous menace d'être mise sous tutelle de l'État. Elle n'a à s'en prendre qu'à elle-même et à ses dirigeants fautifs, de ce qu'elle subit.

La banque joue « solitaire » en se refermant sur des règles de gestion prudentielle, brutalement remises au goût du jour, imposées à la nation, au moment le plus nuisible. Elle continue à choisir les opérations profitables à court terme alors que l'économie, comme les opérateurs industriels et commerciaux attendent d'elle un accompagnement sur le long terme, indispensable pour la croissance de la nation.

Vu du côté de la banque, on reproche au pouvoir de détourner sur elle la fureur de l'opinion publique inspirée par

des faits commis de l'autre côté de l'Atlantique ou de la Manche en diabolisant injustement son propre système bancaire, avec le risque de l'offrir en pâture aux prédateurs.

De plus, le pouvoir donne l'impression de vouloir faire entrer la banque dans un modèle économique de type cigale, dénoncé pour avoir conduit à la faillite de l'État, à l'opposé de celui de son principal client et fournisseur, la fourmi allemande, avec laquelle les relations se dégradent d'ailleurs gravement.

Le pouvoir qui n'est plus arrivé depuis 25 ans à faire vivre la France au niveau de ses moyens assèche, par excès d'impôt, l'épargne qui fait tant défaut à la nation au moment où il lui faudrait la mobiliser pour passer le mauvais cap d'une crise économique importée.

Si on prend soin de dépouiller ces controverses de l'emballage techno-politique qui

les dissimule, on découvre à quel point la profondeur du mal peut conduire, rapidement, après quelques convulsions, vers une perte d'indépendance économique et financière du pays.

Il est urgent d'empêcher que les choses dégèrent à force de suspicion et d'invectives. Plusieurs grandes filières de la vie économique, dont la finance elle-même, sont face à des risques de sinistres majeurs.

Il faut que le monde bancaire et le pouvoir d'État travaillent en coopération, au quotidien, sincèrement et sans arrière-pensée, pour choisir les urgences, et les traitements à appliquer.

Il est urgent d'en finir avec les querelles médiatiques sur des sujets qui détournent l'attention en retardant la recherche de solutions de survie pour les plus malades. Demain, il sera trop tard.